La situation nécessite que le gouvernement prenne ses responsabilités et apporte des réponses immédiates pour sortir de l'affrontement :

– abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les

forces de l'ordre ;

– une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;

– le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique

– la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.

Rien ne peut cependant se faire sans un autre partage des richesses, sans lutter contre les inégalités sociales. Rien ne peut se faire sans la lutte contre la pauvreté et la précarité, aggravées par le dérèglement climatique, la hausse des loyers et des charges, et sans le renforcement des services publics et de l'éducation populaire. C'est à ces chantiers que le gouvernement devrait s'attaquer au lieu de mener des politiques publiques régressives qui font le lit de l'extrême droite.

De nombreuses organisations syndicales, associations, collectifs, comités et partis politiques sont mobilisés pour le maintien des libertés publiques et individuelles et pour construire les suites de ces mobilisations en se réunissant dès septembre.

ATTAC,  CGT, FSU 34, GES, Gilets Jaunes Près d'Arènes, La Carmagnole, LDH, LFI,  Libre Pensée, NPA, Pas sans nous 34, PIO, SAF, Solidaires 34, UCL